L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 8 OCTOBRE.

L'ÉLECTION DE MAINE-ET-LOIRE.

L'importance attachée à l'élection de M. Maillé, dans le département de Maine-et-Loire par 8787 voix de majorité nonobstant le report de la dernière circulaire et celle de son adversaire :

Chers concitoyens,

Au scrutin du 13 septembre vous m'avez accordé 45,350 suffrages formant une majorité relative de près de 20,000 voix!

J'ai hâte de vous exprimer ma reconnaissance. Ce témoignage d'estime sera l'honneur, et j'ose le dire, la récompense de ma vie laborieuse.

Je ne répondrai pas aux attaques passionnées dont ma candidature a été l'objet : mes compatriotes, les électeurs de cette généreuse Ville d'Angers dont j'ai été maire pendant trois ans et demi, et qui me connaissent tous, ont répondu pour moi en me donnant 7,105 voix sur 11,130 votants.

Quant à l'avis placardé par M. le préfet avec tant d'éclat au milieu du vote, je m'en remets à l'opinion publique du soin de l'apprécier.

Je vous invite donc avec confiance à vous rendre au second tour de scrutin fixé au 27 septembre.

Ceux dont je porte le drapeau se feront un devoir d'achever leur œuvre.

Ceux qui, pour des motifs divers, se sont prononcés en sens contraire, étant désormais mieux éclairés, voudront affirmer avec nous les grands principes que je représente, c'est-à-dire la souveraineté nationale, l'ordre, la liberté, le travail.

En revenant devant vous, je n'ai pas besoin de changer de langage; vous connaissez ma profession de foi, je la maintiens dans tous ses termes.

Le président de la république disait, il y a quelques jours : *J'appelle à moi tous les hommes modérés de tous les partis.*

Je suis un de ces hommes-là, appartenant au parti républicain. Je ne veux rien changer aux pouvoirs délégués pour sept ans au maréchal de Mac-Mahon. Je ne demande qu'une chose : c'est qu'on les fortifie par des institutions définitives qui en assureront le fonctionnement régulier et mettront fin à toutes les intrigues dont notre pays a déjà trop longtemps souffert.

Agréez, chers concitoyens, l'assurance de mon dévouement.

Angers, 12 septembre 1874.

MAILLÉ,
Conseiller général, ancien maire d'Angers.

Voici, d'un autre côté, la circulaire adressée par M. Bruas aux électeurs :

Mes chers concitoyens :

M. Berger retire sa candidature, je reste donc le seul candidat des conservateurs.

L'Assemblée nationale a confié pour sept ans au maréchal de Mac-Mahon le soin de gouverner la France, de réparer nos désastres, de relever l'agriculture, le commerce et l'industrie, en assurant partout la sécurité.

Le devoir des bons citoyens est donc de soutenir le maréchal de Mac-Mahon, de fortifier son gouvernement, de le défendre contre ceux qui ne craignent pas, en l'attaquant, de compromettre le repos du pays.

Si j'avais l'honneur d'être élu député, je consacrerais toutes mes forces à l'accomplissement de ce grand devoir.

Je ne suis pas de ceux qui, pour séduire les électeurs, gagner leurs suffrages et arriver à la députation, crient bien haut : Vive Mac-Mahon! et disent tout bas : Vive Gambetta.

Je suis un homme sincère, un conservateur éprouvé, je ne veux tromper personne. Suivant moi, l'intérêt des honnêtes gens, inséparable de celui du pays, est de maintenir le gouvernement actuel jusqu'au terme que la loi assigne à sa durée. Ce terme venu, la France décidera sous quel régime elle veut vivre. Dieu lui viendra en aide et la guidera dans son choix.

Voilà ce que je pense et voilà ce que je veux. Vous connaissez mes opinions, vous connaissez aussi mon drapeau : Ce drapeau, c'est celui qui flotte sur nos édifices; c'est celui que porte l'armée française. A vous de dire maintenant, par le bulletin que vous déposerez dans l'urne, si vous partagez mes idées, si vous approuvez mes principes.

Recevez, etc.

LETTRE D'UN ASTRONOME A UN AÉRONAUTE.—M. Leverrier a adressé à M. Duruof la lettre suivante, que publie le *Moniteur universel* :

Paris, le 11 septembre 1874.

Monsieur,

Toute la nuit de lundi, les yeux fixés sur notre carte des vents qui me montrait votre ballon Blanc dans l'axe de la mer du Nord et non ailleurs, j'ai nécessairement été un de ceux que votre situation a le plus inquiétés.

Avec M. de Fonvielle, nous n'avons cependant jamais désespéré. Confiants dans votre intrépidité, nous savions que vous n'hésiteriez pas à descendre en mer, dès que vous auriez un bâtiment en vue, et il vous faudrait atteindre ensuite qu'on vous qu'il tauvint à port avec vent contraire, avant d'obtenir de vous nouvelles.

Je recevrai à deux heures, une dame vint pour madame votre mère me demander ce qu'il fallait penser de la nouvelle donnée par un journal, qu'on avait trouvé en Angleterre votre ballon avec les cordes coupées et qu'en conséquence vous étiez inévitablement perdu.

J'assurai cette dame que la nouvelle était sans doute fausse, et qu'en tous cas, fût elle vraie, il en fallait seulement considérer que vous aviez tenté la seule chance de salut possible.

Elle se retira, et comme j'avais télégraphié devant elle pour l'Angleterre, afin de tirer quelque lumière nouvelle, je recevais à 2 h. du directeur général le télégramme suivant :

"Un avis de Calais m'informe à l'instant que les aéronautes sont arrivés à Grimsby."

Le télégramme fut porté aussitôt à Mme Rankin, qui partit immédiatement pour se remettre à Mme votre mère.

Tout est bien qui finit bien. Mais il ne faut pas tenter deux fois le sort. Personne ne sera plus disposé à vous imiter, et vous serez libre de choisir votre temps.

Or donc, si vous partez lundi, avec le vent fort et persistant qui règne en ce moment, vous gagnerez très rapidement la mer à l'est et reprendrez, sans hésitation aucune, tout juste le même axe de la mer du Nord. Tout au plus irez-vous tomber dans les montagnes de la Norwège.

Vous ne voudriez pas remettre pour la seconde fois Mme Duruof sur un pareil chemin.

Mme Flammarion a fait aussi son voyage de noces à travers les airs. Elle est allée tomber dans le duché de Luxembourg. Heureusement, disent-nous. Mais il paraît que tel n'est pas son avis, et qu'elle croyez que c'est Mme Duruof qui aien toute la chance.

Je vous enverrai certainement un télégramme lundi matin, de bonne heure, dans lequel vous pouvez le réclamer avec certitude au bureau télégraphique correspondant avec le palais de l'Exposition.

Je dois toutefois vous avertir que le Météorological Office de Londres, 116, Victoria street, vous donnerait des avis parfaitement autorisés, et que très certainement mon collègue, M. Robert Scott, s'empressera de les fournir.

M. de Fonvielle ne me donne pas son adresse. Il me semble que je dois conclure de sa lettre qu'il a rentré avec vous.

Je vous prie de lui communiquer cette réponse, et, s'il n'est pas tenu à la prudence pour son compte, d'y songer pour vous deux.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée, et faire agréer à Mme Duruof mes compliments et ma satisfaction de l'heureuse issue de son équipée : malgré devient célèbre, du reste, sans s'être exposé en un genre ou un autre à se rompre le cou.

LEVERRIER.

UN RATIONAL HUMAIN TRANSFORMÉ EN CHAUDIÈRE. — Un malheureux, nommé James Harrison, vient de mourir au dépôt de mendicité (Workhouse) d'Oldham (Angleterre), où il était entré au mois d'août dernier. Il y a quelque temps, tandis qu'il travaillait dans les ateliers du dépôt, il voulut boire, et au lieu d'eau pure, il se trompa et avala une certaine quantité d'eau de chaudière, qui était pleine de cendres et de charbon. A partir de ce moment, son estomac se rétrécit tellement qu'il lui était impossible d'avaler quoi que ce fût.

Le docteur Jackson constata que l'entrée de l'estomac était considérablement refermée. Il parvint cependant à y faire pénétrer une sonde et tenta de nourrir le patient, avec du bouillon, de la viande, de l'eau de vie, etc., mais celui-ci rejetait aussitôt tous les aliments introduits. Il se sentait très faible, et voyant approcher sa fin, il pria le docteur de faire ce qu'il pourrait pour lui sauver la vie. Celui-ci, aidé de plusieurs de ses collègues, tenta alors la grande opération de la gastronomie, qui consiste à pratiquer une ouverture dans le centre de la poitrine de manière à pouvoir faire pénétrer par là des aliments jusque dans la poche stomachale.

L'opération réussit bien, et un peu de lait put être introduit ainsi mardi soir. Mais, mercredi matin, le pauvre Harrison mourait désespéré. Il y avait quinze jours qu'il n'avait pris d'aliments. A l'autopsie, on trouva que la membrane intérieure de l'estomac était tapissée de poussière de charbon et de cendres, ressemblant elle-même à la paroi interne d'une chaudière, et ne pouvant plus sécréter les sucs gastriques, toute digestion était devenue impossible. Le fait introduit la veille était mortel. La science vient de déclarer impuissante à ramener cet organe essentiel à la vie.

MAISON P. MALLARD.—Dans les temps de crise où chercher le bon marché en tout et cela est trop naturel pour que nous y trouvions à redire. Mais quand on peut trouver unis au bas marché le goût et l'élégance, il est clair qu'il n'y a aucune raison pour ne pas le faire. Aussi ne sanctionnons-nous trop engager les personnes qui ont à monter leur maison, à profiter de l'occasion extraordinaire que leur offre la liquidation de la maison P. Mallard. Elles pourront faire le choix les plus avantageux, dans son admirable assortiment de beaux meubles et d'objets d'art ou de fantaisie.

ADRESSE
au peuple de la Louisiane.

Quartier général du comité central démocratique et conservateur de l'Etat de la Louisiane.

Nouvelle-Orléans, 6 octobre 1874.

AU PEUPLE DE LA LOUISIANE.

Les conservateurs de la Louisiane réunis à Baton-Rouge, décidèrent unanimement—et cette unanimité a été remarquable—de prendre part à la campagne politique actuelle.

Ils ne crurent pas un seul instant, qu'en le faisant ils reconnaissaient l'usurpation d'une manière quelconque, et même indirectement.

Les meneurs radicaux comprirent ce mouvement spontané des masses ; aussi ne tardèrent-ils pas à imaginer des moyens qui, avec les lois d'enregistrement et d'élection, leur permettraient d'annuler le résultat du vote. Il devint évident qu'un enregistrement et une élection honnêtes étaient hors de question.

Les conservateurs en acquirent la preuve quand ils demandèrent une représentation égale au bureau ; leur demande fut repoussée sans hésitation, mais le gouverneur *de facto* proposa, comme faveur, que cinq noms de chaque ward de la Nouvelle-Orléans et de chaque paroisse de l'Etat lui fussent soumis ; il s'engagea à nommer comme d'enregistrement celle de ces personnes qui lui conviendrait, ou qu'une autre, qui donnerait de bonnes garanties, serait choisie en dehors du nombre de citoyens indiqué. Cette promesse n'ayant aucune valeur, l'entrevue se termina sans que rien fût convenu.

Les conservateurs ne se laissant décourager ni par les obstacles ni par la fraude organisée contre lesquels ils avaient à lutter, se mirent en mesure de découvrir et de déjouer les manœuvres de leurs adversaires.

Dans l'intervalle, la colère du peuple n'avait fait qu'augmenter. Les percepteurs des taxes décrétées par un gouvernement usurpateur et équivalant à la confiscation, se montraient inexorables. Des jurés de police, même dans des districts qui venaient d'être inondés, avaient criminellement porté l'impôt local à un chiffre qui mettait les propriétaires dans l'impossibilité de payer. La concussion et la corruption régnaient dans tout l'Etat. Une armée de métropolitains, organisée dans le but d'intimider les citoyens quand elle cesserait d'être la police de la Nouvelle-Orléans, envahissait les campagnes de temps en temps, avec tous les engins de guerre, non pas pour exécuter les décrets de cours, mais les édits et les ordres du gouverneur.

Enfin, pour comble d'outrages, l'administration usurpatrice semblait constamment occupée à exciter les blancs et les nègres, les uns contre les autres, afin d'obtenir des avantages politiques aux dépens des deux races. Les hommes de couleur, qu'on avait habilement travaillés, s'étaient formés en sociétés ; on leur avait fourni et on continuait à leur fournir des armes ; ils étaient devenus hostiles aux blancs, dont, cependant, les sentiments et les intérêts les portaient à cultiver des relations amicales avec eux. Les conservateurs jugèrent alors qu'il était prudent d'organiser des bandes blanches qui puissent les protéger en cas de nécessité.

On ne saurait nier à un citoyen le droit d'acheter et de porter des armes ; et cependant, le gouverneur *de facto* osa le nier, bien plus, il essaya audacieusement de désarmer les blancs.

Le 14 septembre 1874 fut la conséquence de cette tentative!

Les événements de ce jour mémorable ont convaincu les hommes de couleur qu'ils n'ont rien à craindre de la part de leurs concitoyens blancs ; ils ont prouvé au peuple des Etats-Unis que notre civilisation rend une guerre de races impossible. Le 14 *septembre* est une ère dans l'histoire de la reconstruction des Etats du Sud.

Le président a rétabli Kellogg, mais on ne répètera plus que la Louisiane s'est soumise à l'usurpation.

La dispersion de la brigade métropolitaine,—la démoralisation de la milice de couleur la seule milice connue dans cet Etat et la chûte du gouvernement d'Etat au premier choc venant d'un peuple outragé—ont enseigné à l'usurpateur qu'un mauvais gouvernement doit avoir des bornes. Aussi, à peine la proclamation présidentielle est-elle publiée, qu'il s'arrange de façon à commencer des conférences pour arranger les troubles.

Il tomba de conférence choisi par lui se réunit à un comité analogue choisi par le gouverneur McEnery et le lieutenant-gouverneur Penn. Après plusieurs jours de travaux, la conférence est suspendue par le refus des républicains de procurer trois vacances parmi les cinq membres du bureau des retours d'élection pour l'exécution d'un arrangement d'après lequel deux des vacances seraient remplies par des conservateurs, et la troisième par un républicain acceptable à tous les partis.

Leur contre-proposition était que deux vacances seraient accordées aux conservateurs, les républicains retenant les trois membres déjà sur le bureau, de façon à s'assurer le contrôle pratique du bureau.

L'attention du comité central d'Etat fut alors appelée sur ce sujet ; et, par une résolution adoptée par le dit comité, la conférence fut reprise en vue de faire l'arrangement que s'était conclu.

Les négociations ont été alors conduites réellement entre les comités centraux d'Etat représentant les deux partis politiques de l'Etat. C'est avec raison que cette responsabilité a été prise par les dits comités attendu que les négociations n'affectaient que des questions relatives à la conduite de la campagne politique.

La question de la légalité du gouvernement d'Etat reste intacte et non compromise et aucune question de principe n'a été discutée, abandonnée ou conclue.

Cet arrangement sur les détails n'entraîne pas un retrait de l'affaire de la Louisiane pendante devant le Congrès des Etats-Unis. Si le parti adverse ne s'y conforme pas entièrement, cela ne fera qu'accumuler les preuves de l'inutilité des efforts faits par notre peuple pour obtenir une expression loyale et légale de la volonté populaire. Nous avons toujours fait profession d'être et nous sommes des gens respectant la loi.

Notre réputation à l'intérieur et à l'étranger, nos intérêts matériels, notre dévouement à notre Etat, demandent de notre part la paix, l'ordre et un bon gouvernement.

Le langage employé dans le préambule de l'arrangement n'a pas voulu dire que nous acceptions l'imputation que nous sommes, en aucun sens, responsables des désordres dans cet Etat; et nous protestons formellement contre une interprétation semblable. Nous nous engageons seulement à donner notre aide et notre influence pour maintenir l'ordre pourvu que l'arrangement soit exécuté avec une présence bien entendue de la part de nos adversaires politiques qu'ils s'abstiendront à l'avenir de tous actes de nature à provoquer la violence.

Nous ne saurions trop recommander aux conservateurs de s'enregistrer et de voter. Unis, nous marchons contre un ennemi divisé et démoralisé. Avec les garanties obtenues, avec les grands intérêts en jeu, avec la fermeté, la vigilance et la résolution, dont a déjà fait preuve la population, chaque Louisianais doit exercer et faire exercer son privilège électoral pour donner raison à notre déclaration si souvent répétée que la majorité des votants de cet Etat est en faveur d'un gouvernement d'Etat honnête, pur et stable.

R. H. MARR,
Président.

ALBERT VOORHIES,
Vice-président.

W. J. BUDDENDORF, E. G. DILL, } *Secrétaires.*

AVIS.

Les personnes actives, que les déposants ayant des réclamations contre la FREEDMAN'S SAVINGS & TRUST Co. ont l'intelligence de se joindre à eux, sont priées de les adresser avec preuves à l'appui au bureau des commissaires No 907 Avenue Pennsylvanie, Washington, District de Columbia.

Pour les déposants, leur livrets balancés par les officiers de la compagnie servent, sont revenus avec une estimation pour établir la balance due à chacun. Il est à désirer pour leur intérêt de présenter, si plus tôt possible, ces encouragés de leurs livrets, leurs livrets pour être balancés.

JOHN A. J. CRESWELL,
ROBERT PURVIS,
E. H. T. LEIFOLD,
Commissaires.

DONATIEN AUGUSTIN,
Register in Bankruptcy.

Office Customhouse building, room 10 U. S. Court's room.

SPECTACLES, BALS, &c

Théâtre du Globe,

Au coin des rues Baronne et Perdido.

J. KITTRIDGE.....Locataire et directeur.

LUNDI SOIR, 12 Octobre 1874.

Inauguration des nouveaux Candidats à la faveur publique.

Engagement des remarquables artistes comiques,

LES SŒURS WORRELL,

La célèbre comédien et chanteur,

W. B. CAHILL,

ancien membre de la troupe de Lydia Thompson

THE FIELD OF THE CLOTH OF GOLD

pièce comique.

Première grande matinée,

SAMEDI, 17 Octobre, à Midi.

8 oct—3t

Académie de Musique
DE BIDWELL.

Tous les soirs—an spectacle de bastringue le mercredi et le samedi à midi.

Commençant Lundi, 5 octobre.

Engagement extraordinaire et premier début à la Nouvelle-Orléans, de

LA FAMEUSE COMBINAISON DE NOUVEAUTÉS DE SCHUMANN,

Dont la renommée s'étend jusqu'en Europe, où elle a été reçue comme étant la combinaison d'artistes de talent la plus complète qu'il y ait au monde et celle qui offre la plus d'attraits.

LES FOLIES PARISIENNES.

Représentation des plus grandioses et telle qu'on n'a jamais rien vu de plus attrayant en ce genre ville.

Toutes ARTISTES EUROPÉENS, n'hésitez comme des Etoiles de la Scène, font partie de cette troupe—nouveau à l'ouest, dans sa spécialité, tant d'un mérite transcendant.

☞ Les tables pour le débit de fruits dans la vaste salle à manger.

Le bureau du contrôle pour obtenir des stalles réservées sera ouvert de 9 heures A. M. à 2 P. M.

L'orchestre sur la devanture se fera entendre à 7 heures ; et celui de la salle à 8 heures moins un quart, ouverture de la représentation.

oct—☞

UNE SERIE DE REPRÉSENTATION A BÉNÉFICE, DANS UN BUT DE CHARITÉ

Sera donné par Mr. D. BIDWELL, à son

ACADEMIE DE MUSIQUE

— Pour le —

LADIES' CRESCENT CITY RELIEF ASSOCIATION.

— Au bénéfice des —

FAMILLES DES BRAVES TOMBÉS

— Dans la —

MÉMORABLE JOURNÉE DU 14 SEPTEMBRE

Il y aura une série de spectacles choisis,

SIX SOIRÉES CONSÉCUTIVES ET DEUX MATINÉES, Commençant

Lundi soir, 2 Novembre 1874,

— Continuant —

Mardi 3, Mercredi 4, à midi et le soir. Jeudi 5, Vendredi 6, et Samedi 7, à midi et le soir.

On peut se procurer des billets chez W. A. Bell, la rue de Pydras, remplissant les fonctions de président du administrateur de

COMITÉ CENTRAL DE SECOURS DES DAMES.

Billets Une Piastre ; bons pour toute représentation de la série

A vis sera donné du moment où on pourra se procurer des sièges au contrôle, et aussi des programmes pour toute la série de représentations.

Le bon à tirer ou ordre de distribuer, fait et exposé chez K. A. Tyler, rue du canal No 85, sera offert par Mr. D. Bidwell à la Banque qui aura vendu le plus grand nombre de billets pour la série.

oct au 8 nov

Grande fête aux Casernes.

DIMANCHE, 11 octobre 1874

A la heures A. M.

Bénédiction de la Bannière et des Drapeaux de la Société d'Assistance Mutuelle de St-Maurice.

Suivie

d'une magnifique procession en steamboat jusqu'en ville et de la présentation d'une couronne, rue Royale—

Le tout couronné

par un superbe Bal de Société au Mississippi Club, près des Abattoirs.

Carte d'Admission

Pour Monsieur.....$1 00

Musique de l'Asger.

La barre et le restaurant se vendront aux enchères, Mardi, 6 octobre, à midi précis, au café de M. Dominique Moreau, encoignure Tricou et Vieilles-Levées.

Les officiers et les membres sont instamment requis de se rendre à l'asile à 9 heures du matin, pour recevoir leurs insignes.

Par ordre du Président,

THÉODORE FOREST.

LOUIS MASPERO, secrétaire. 4oct—7j

CRESCENT CITY RELIEF ASSOCIATION.

Mme R. A. WILKINSON, Présidente,
Mme F. N. WILSON, Secrétaire,
Mme E. SHROPSHIRE, Trésorière.

COMITÉ EXÉCUTIF.

DAMES.

Mme Arch. Mitchell, Mme C. Carlos, Mme Marr Stamps,
Mme Thad. Waterman, Mme C. Toby, Mme E. John Ellis,

MESSIEURS.

H. E. Shropshire, Dr John G. Angell,
Tjad Waterman, Wm. A. Bell, Wm. Fagan.

COMITÉ DE FINANCE.

DAMES.

Mme J. K. Gutheim, Mme N. Buckner, Mme D. Spens,
Mme Wash. Marks, Mme S. Choppin, Mme Rich. Flower,

Mme R. H. Marr.

MESSIEURS.

Wm. S. Piko, M. Musson,
J. C. Morris, Harmon Doane, C. W. Allen.

DAMES.

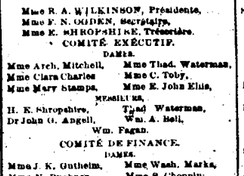
Mme Columbus Allen, Mme E. S. Armstrong, Mme Wm. J. Behan, Mme E. A. Burke, Mme James Brooks, Mme D. Byrnes, Mme J. A. Blaffer, Mme S. H. Boyd, Mme D. Ware Bridwell, Mme W. Bell, Mme N. Commandeur, Mme C. A. Conrad, Mme H. D. Coleman, Mme S. Duval, Mme Joseph Desnoyer, Mme R. Flower, Mme Old. Folger, Mme Jos. S. Folwell, Mme W. H. Foster, Mme Girvan, Mme L. H. Gardner, Mme Leeda Greenlief, Mme Fred Holyland, Mme Chas. Harrod, Mme E. J. Hart, Mme Dave C. Johnston, Mme John Kreutzinch, Mme H. M. Kilpatrick, Mme T. P. Leathers, Mme Chas. Maenealy, Mme Wash Marks, Mme Alex Walker, Mme I. W. Patton, Mme J. Cooper, Mme John Lallande,

Mme Jno. Augustin, Mme E. Kilpatrick, Mme D. C. Labatt, Mme Jos McElroy, Mme Frank McGloin, Mme Arch'l Mitchell, Mme Victor Mayer, Mme John Meyers, Mme John Matthews, Mme F. O. Minor, Mme R. Pritchard, Mme J. Parvey, Mme Frank Prestos, Mme D. B. Penn, Mme W. C. Raymond, Mme H. Stauffer, Mme T. Lee Shute, Mme J. M. Selsas, Mme Thomas Simms, Mme W. E. Schmidt, Mme J. J. Tarleton, Mme E. A. Tyler, Mme W. Tudor, Mme Albert Voorhies, Mme Eug. Wagaman, Mme J. H. Woods, Mme C. E. Whitney, Mme R. H. Marr, Mme J. C. Mellon, Mme Edw. Booth.

Cette Association a été organisée par les dames de la Nouvelle-Orléans dans le but de lever des fonds pour assister les familles de ceux qui sont tombés pour la défense de cette cité le 14 septembre.

Il y aura des rafraîchissements dans la salle pendant le concert.

20 sept—



INFORMATIONS ET MARCHANDS —DE—

Quincaillerie et Quincaillerie d'étagères,

AMERICAINES ET ÉTRANGÈRES,

Aux Nos 89 et 91 de la rue du Camp, Succursale, au No 565 de la rue des Magasins :

Entrepôt, aux Nos 143, 145 et 147 de la rue des Magasins.

OUTILS de charpentiers et de tonneliers. MACHINES et outils de forblanterie. ARTICLES DE FERBLANTERIE, en fonte, de forblanterie et émaillés.

FOURNEAUX de cuisine et de chauffage. Grand assortiment d'ARTICLES DE MÉNAGE.

FABRICANTS DE ARTICLES en forblanc brillant et verni à four.

FOURNEAUX doubles, élevés, de Warren pour cuire et chauffer.

FOURNEAU de Charter Oak de cuisine, connu depuis dix-huit ans comme le seul fourneau parfait.

Chaque fourneau Charter Oak est garanti.

Demandez la liste des prix et les catalogues en donnant une description de vos articles.

15 DÉCrel 3m—TOC

NEW ORLEANS SAVINGS INSTITUTION
106 rue du Canal.

DIRECTEURS :

Dr. W. Newton Mercer.

L. F. Gottman, George Jones, Thomas A. Adams, Thos. Allen Clarke, Chas. J. Louis,
David Urquhart, John G. Saint, Carl Kohn, Christian Schneider, Daniel Jamison.

Intérêts sur les dépôts.

L. F. GOTTMAN, Président.
CHAS KILBRAW, Trésorier, Secrét—3m

LISTE DE CANDIDATURES
Des Démocrates-Conservateurs.

TRÉSORIER D'ÉTAT.
JOHN C. MONCURE, 29 Carondelet.

POUR LE CONGRÈS :

PREMIER DISTRICT,
Gén. R. L. GIBSON, d'Orléans.

SECOND DISTRICT,
E. JOHN ELLIS, d'Orléans.

TROISIÈME DISTRICT,
JOSEPH A. BREAUX, d'Thérie.

QUATRIÈME DISTRICT,
W. M. LEVY, de Natchitoches.

CINQUIÈME DISTRICT,
W. B. SPENCER, de Concordia.

SIXIÈME DISTRICT,
JOS. M. MOORE, de St. Landry.

PLATEFORME DES RUCHES.

1. Répudiation de toute la prétendue dette de l'Etat de la Louisiane et refus de voter pour toute taxe levée dans le but de payer le principal et l'intérêt de cette dette.

2. L'adoption par la Législature de la Louisiane, et le plustôt possible, d'un acte prohibant l'assessement des taxes, sous quelque nom ou également que ce soit, pour payer l'intérêt ou le principal des prétendues dettes de toute ville, de tout bourg, village ou paroisse dans l'Etat.

3. L'adoption par le Congrès d'un acte complémentaire de la section de la constitution fédérale, déclarant qu'aucun Etat n'émettra des billets de crédit, et érigeant en offense pénale tout assessement ou toute tentative de collection pour payer l'intérêt ou le principal de tout billet de crédit émis par l'Etat ou au nom de l'Etat ou d'une corporation publique créée par l'Etat.

4. Abolition de toute taxe d'Etat sur l'industrie connue sous le nom de taxe de licence ; prohibition, par décret législatif, de toutes taxes par autorité de ville, bourg, village ou de paroisse, et l'petite exemption, par statut, pour tout navire ou toute embarcation allant sur mer ou sur rivière, de tout droit de wharfage, de levée ou de toute taxe quelconque dans tous les ports et les débarcadères de la Louisiane.

5. Réduction de la taxe d'Etat, pour tout objet à un taux qui n'excèdera pas un dollar et demi par tête de la population de l'Etat (disons, 700,000) suivant le recensement fait en 1870.

6. Limitation des taxes municipales et paroissiales, à un taux qui n'excèdera pas sept dollars par tête de la population municipale et paroissiale (disons, 200,000 à la Nouvelle-Orléans) suivant le même recensement.

7. Que toutes les taxes d'Etat et municipales restant dues le 1er janvier 1875, soient annulées, excepté la partie qui sera nécessaire pour payer les allocations dues aux institutions de charité, aux officiers-secrétaires, clercs et travailleurs engagés au service public, et pour fournitures faites dans un but d'utilité publique ; pourvu, cependant, qu'une investigation rigide soit faite à l'égard de toutes les réclamations, soit bordereaux, soit comptes, contre tout département raisonnablement sujet au soupçon de fraude ; que des prix de comptant seulement et non les prix extravagants obtenus par raison de crédit allongé, soient alloués ; et pourvu qu'en aucun cas il ne soit collecté plus d'un million de ces taxes à la Nouvelle-Orléans, soit un cinquième du montant qui restera probablement dû à l'époque spécifiée.

8. Que le salaire ou traitement de tout officier, public, dont la rémunération est proprement un sujet de considération législative, sera réglé à un montant correspondant aux capacités requises pour remplir ses devoirs et aux responsabilités de sa place, ayant égard toutefois à l'appauvrissement universel du peuple.

Résolu que tout candidat des Rouches donnera son assentiment écrit à la plateforme et prendra l'engagement à l'appuyer.

Administrateurs de la Ville.
Maire—JOHN J. LANE.
Administrateur des Administrations—DANIEL MCLELLY.
Administrateur des Comptes Publics—
Administrateur des Finances—J. L. DAVIES.
Administrateur des Assessements—
JOHN P. POPP.
Administrateur de Police—JOSEPH POLEY.
Administrateur de Commerce — DENIS PRIEUR WHITE.
Administrateur des Water Works — CHAS. PFEFFER REITER.
Shériff—H. H. DELMAS.
Shérif de la Cour Criminelle—D. A. DENSON.
Coroner du Premier, Quatrième, Sixième et Septième Districts—Dr. THOS. E. BROADDUS.
Coroner du Deuxième et Troisième Districts—DELPHIN B. ENVENC.
Sénateurs du Premier District—B. B. FORMAN, W. W. CARRE.
Sénateur du Deuxième District—ANTHONY SAMOLA.
Sénateur du Troisième District—JOHN PASLEY.

Représentants.

Premier District—T. A. BARTLETTE, JAMES TIMONY.
Deuxième District—J. A. FLORAT, JAMES POWERS, SAMUEL JAMISON.
Troisième District——
Cinquième District—NICHOLAS SINNOTT, CARL FISCHER.
Cinquième District, FRANK MARQUEZE, JOHN M. CASTELLANOS.
Sixième District—JOSEPH BRENEAC, A. CALONGNE.
Huitième District—AUG. STUART.
Neuvième District——
Dixième District—H. M. WARD, CHARLES H. REED et P. JORGER.
Onzième District——

Justices de Paix.

1. J. C. COLEMAN.
2. WM. H. HOLMES.
3. JOHN L. LARESCHE.
4. JOHN CAIN.
5. ——
6. JOHN P. HIGGINS.
7. R. H. HACKNEY.

Constables.

1. JAMES COLLENS.
2. ——
3. MICHEL J. PONS.
4. JOS. CONTRERAS.
5. ——
6. WM. POLEY.
7. WILLIAM LINBERGER.

Plusieurs nominations se trouvant nécessairement omises à cause de l'absence des membres de la ville. 1 oct—6j

Comité Central de l'Etat.—Chaque paroisse de la ville de la Nouvelle-Orléans a le droit d'être représentée au Comité Central de l'Etat par deux wards qui n'ont pas encore dû leurs membres ainsi prise de la faire immédiatement et de les accréditer auprès du Comité Central de l'Etat.

sept Président de la Convention.

Bureaux de la Compagnie d'Assurance Delta.—Ce n'est pas des Carondelet et Commerce, Nlle-Orléans, 1er septembre 1874.—Conformément aux dispositions de la charte amendée et à une résolution du Conseil des Directeurs, à une assemblée spéciale tenue le 1 juin dernier, les souscripteurs au capital social de cette compagnie, s.et par les présentes accédés d'avoir à se présenter à ces bureaux dans le but d'adresser les versements suivants :

Dix pour cent le 1er sept. bre 1874.
Dix pour cent le 1er novembre 1874.
Quinze pour cent le 1er décembre 1874.
Quinze pour cent le 31 décembre 1874.

Par ordre de la Direction.

L. W. BAQUIÉ,
1ernept—6m *Secrétaire.*

L'Union Française.

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française (dont) à sa disposition des meilleures artistes et ouvriers en tous genres. Ses livres sont ouverts pour recevoir les demandes des travailleurs et celles des personnes désirant les employer. Un cours d'anglais gratuit a lieu au siège de la société les Lundi, Mercredi, Vendredi soir à 7 heures.

11 juin—1an Président, BENTON.

A. Billet & Co.

FONT savoir au public qu'ils ACHÈTENT D. & PAIENT comptant et de grandes sommes de toutes espèces qui désirent vendre ; ils donnent aussi leur agent, M. Miramon, au No. 26 de la rue St-Louis, qui est autorisé à faire des achats pour eux et à charge également des encaissements à faire par eux de la part de ceux qui désirent vendre. Ils ont aussi un dépôt à recevoir tous leurs effets.

15 nov—1an

Chaudières à Sucre du Tennessee

De la célèbre Usine de Southop.

APPARTENANT à MM. WOODS, TRAPHAGEN & CO.—Le soussigné a commencé ses opérations et est en mesure de fournir, sur GRILLES et des ROUGHS DE FOURNEAU, des meilleurs modèles.

R. E. LAVILLEBEUVRE,
Manufacturier de Fourneaux.

P. SUARES.....M. SUARES

La Flor de los Tabacos.

Dépôt de Cigares de

F. SUARES & Bro.

FABRICANTS DE CIGARES FINS,
No. 28 Rue Gravier.....28
Tous les cigares sont garantis de première fabrication des commandes.

Banque d'Epargne des Citoyens,
GRUNEWALD HALL.

No. 22 rue Baronne,

J. L. GUERNATOR, Président.
M. BENNER, caissier.

Les dépots faits par les femmes mariées et par les enfants ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les maris ou les pères ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les tuteurs ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les exécuteurs testamentaires ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les administrateurs ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les curateurs ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les mandataires ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les agents ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou par leurs représentants légaux. Les dépots faits par les commissaires